

4. FIN DU VILLAGE OU CONCURRENCE METROPOLITAINE ? ENSEIGNEMENTS METHODOLOGIQUES DE LA TRAJECTOIRE D'UNE PETITE VILLE FRANCAISE

Olivier CHADOIN

Université de Bordeaux (École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage)

olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr

Je vais parler ici du territoire d'une petite ville française rurale sur lequel j'ai enquêté entre 2015 et 2016. Je vais commencer par poser le cadre problématique dans lequel s'inscrit mon travail et je vais m'attarder sur les questions méthodologiques car je suis convaincu que les outils avec lesquels nous observons les territoires sont un enjeu fort et commun.

Ensuite j'aborderai directement la présentation de ce territoire en abordant mes choix méthodologiques et ce que j'appelle la « micro-analyse territoriale ». Sociologue, j'aborde en effet les questions territoriales en m'attachant de très près à deux choses : d'une part les rapports sociaux, dynamiques des acteurs en capacités d'agir sur le destin du territoire, d'autre part l'observation et la compréhension « in situ » que je cherche toujours à articuler à une analyse des données et à la « socio-histoire » des lieux.

Mon approche est dialectique : pour moi s'il y a déclassement de certains territoires il ne faut pas forcément chercher les causes sur ces territoires mais sûrement dans les relations qu'ils entretiennent avec d'autres et aussi les visions du développement dominantes et les groupes sociaux qui les portent.

Sociétés urbaines, péri-urbaines et monde rural

En France, l'urbanisation diffuse et péri-urbaine est le plus souvent analysée et comprise comme un point sombre de la métropolisation. Elle est dénoncée tant sur le plan spatial que social. D'abord par les disciplines de l'espace (urbanisme, architecture, géographie...) pour sa consommation d'espace, d'énergie, voire son esthétique (la « France moche »), mais aussi parfois rapportée *mutatis mutandis* à des comportements sécessionnistes et individualistes.

La majorité des analyses portent un regard surplombant dans lesquels les approches quantitatives et cartographiques dominant, comme c'est par exemple le cas avec les nombreuses discussions autour de l'analyse des cartes du vote. Aussi, ces territoires sont rarement analysés de façon qualitative et les monographies les concernant sont relativement rares comparativement

aux quartiers dits populaires ou difficiles ou aux quartiers « gentrifiés ». La sociologie de la ville elle-même est aujourd'hui dominée par des travaux portant ou sur l'analyse des dynamiques globales de la métropolisation (réseaux, mobilités, flux, ville créative...), ou sur des questions liées aux « banlieues » et « quartiers difficiles », ou encore sur les dynamiques de centre des villes telle que la « gentrification », mais le traitement des façons de vivre et habiter des zones périphériques et rurales restent relativement faible.

Globalement, ces zones désignées sous le terme englobant de « France périphérique » (Guilluy, 2013) sont représentées comme des versants négatifs de l'urbanisation et des expressions de dysfonctionnements sociaux. L'analyse des travaux consacrés à l'urbanisation individuelle depuis les années 60 montre ainsi très bien la mise en place chez les intellectuels d'une vision urbaine normative dénonciatrice de ce type d'urbanisation comme expression du confort petit bourgeois et de l'individualisme de la petite propriété (Magri, 2009).

Cette tendance s'est trouvée, ces dernières années, renforcée par les travaux sur les dynamiques métropolitaines. Saisissant la métropolisation comme une adaptation inévitable des villes à la globalisation économique la recherche urbaine s'est focalisée soit sur les effets sociaux et spatiaux des nouvelles concentrations urbaines (gentrification, concurrences interurbaines...), en ne voyant finalement dans l'urbanisation diffuse qu'un effet d'exclusion ou une pathologie, c'est-à-dire un effet ou une conséquence indésirable de la logique globale de métropolisation. Aussi, ces espaces n'ont que très rarement été traités comme éléments « nécessaires » au développement des logiques métropolitaines. Y compris avec les notions « d'influence urbaine » et « d'aire urbaine », ces territoires sont examinés selon une lecture hiérarchique dans laquelle la figure de la métropole et son développement dominant. Tout se passe comme si la dynamique de la recherche avait conduit à produire une connaissance focalisée sur les nouvelles formes de la production économique à forte valeur ajoutée (services, recherche, innovation, création) et les modes de vie urbains associés (consommation culturelle, gentrification, cadres à haut potentiel...) et qu'ainsi le tissu urbain ordinaire et diffus ait été considéré implicitement comme une survivance ou un défaut d'adaptation économique, toujours finalement dépendant des métropoles comprises comme des « centres de commandement ». Nombre de travaux sont ainsi portés par une lecture implicitement évolutionniste de l'économie, considérant que la logique de l'économie post-industrielle métropolitaine ne pouvait que s'imposer partout sans que survivent d'autres types d'activités et d'autres type de territoires. Cette vision est présente dans de nombreux travaux faisant de l'urbain diffus et du rural un envers de la ville et ses qualités d'urbanité et de diversité.

Pourtant, en France, ces territoires sont aussi « les lieux d'installation de nombre d'activités économiques, notamment celles liées à la logistique – enjeu majeur des agglomérations – et celles nécessitant pour leurs implantations des surfaces importantes », lesquelles activités participent pourtant, c'est un truisme, de la productivité et du fonctionnement de « l'urbain métropolisé ». Ainsi, si les grandes villes accumulent les emplois appartenant aux fonctions intellectuelles, de gestion et de décision, les activités industrielles se localisent désormais surtout dans les espaces ruraux ou périurbains (Puymbroeck & Reynard, 2010). On y observe également un impact grandissant des économies auto-entrepreneuriales (services à la personne et production de biens). Un tel rappel est nécessaire. Non seulement il tempère une vision de la globalisation et un certain déterminisme économique associé, mais il oblige à enrichir et complexifier l'analyse de la métropolisation en cours en considérant ces territoires comme les éléments d'un système qui n'est pas dominé par une seule logique économique, mais au contraire nécessite que cohabite encore une diversité d'orientations économiques, et donc de lieux, pour exister. Mieux encore, ces régions, où le logement n'est pas cher, intéressent notamment deux catégories de personnes : les retraités, qui vont connaître une baisse de leur pouvoir d'achat dans les années à venir, et les travailleurs indépendants. Depuis dix ans, de nombreux emplois hors salariat ont vu le jour et un nombre croissant de personnes travaillent chez elles ; pas seulement des artistes ou des intellectuels, mais aussi des artisans ou des professionnels de l'Internet (Davezies, 2012). Ces occupations nécessitent de l'espace, mais celui des grandes villes restant onéreux on peut penser qu'ils se tourneront de plus en plus vers ces régions.

L'hypothèse d'un développement économique spécifique de ces zones et donc d'un rapport singulier aux dynamiques économiques métropolitaines n'est pas à écarter. Quelle est encore la part de l'économie agricole, directe et indirecte, dans le monde rural ? Quels types d'économie se développent sur ces territoires ? Comment s'articulent-ils au territoire urbain ? Comment contribuent-ils au fonctionnement de l'urbain dans son ensemble, l'alimentant et le renforçant ? Peut-on identifier des types spécifiques de vie sociale et économique de ses territoires et donc déclinier une caractérisation de leur diversité ? En proposant une analyse liant connaissance des traits sociologiques des habitants de ces territoires et leur fonctionnement économique et développement spatial, on vise à produire une vision renouvelée et nuancée des dynamiques métropolitaines. Les questions essentielles restent : est-il possible d'échapper à une lecture de ces territoires comme « choix du nécessaire » pour les populations qui y résident comme pour les activités qui y sont localisées ?

Les territoires et les communes dits « ruraux » sont en effet aujourd'hui des territoires marqués par des pressions à l'urbanisation et la relative

dévitilisation des centres-bourgs alors qu'y subsistent des formes d'activités économiques et de vie sociale peu visibles qui ont récemment fait l'objet de travaux attestant en creux de leur complexité et rapport singulier aux dynamiques métropolitaines (Renahy, 2010 ; Mischi, 2013 ; Mischi & Renahy, 2008 ; Dibie, 2006, 2008 ; Le Goff, 2012). C'est dans cette perspective que se situe notre travail : participer à une meilleure connaissance des processus de fonctionnement économique et social des territoires ruraux et péri-métropolitains.

Les territoires éloignés des métropoles sont en réalité bien souvent compris par le sens commun comme les professionnels de la ville seulement comme des lieux de tourisme dont l'emploi est dépendant des villes et donc de l'usage de l'automobile. L'action urbaine y semble le plus souvent réduite aux questions d'environnement, de tourisme et de paysage. Pourtant, nombre de ces territoires subissent de nouvelles formes d'urbanisation et de développement économique qui gagnerait à être mieux analysées.

Ces zones se caractérisent clairement aujourd'hui tant du point de vue de leur fonctionnement spatial et rapport à la ville que du point de vue de leur peuplement. On sait par ailleurs que s'y concentrent plus qu'ailleurs les employés, ouvriers et diplômés de l'enseignement technique (Mischi et al., 2013 ; Todd & Lebras, 2013), que des activités industrielles s'y concentrent et y cohabitent avec un tissu de petites entreprises dans lesquelles subsistent des formes de paternalisme et de patronage. Aussi le périurbain est-il « la seule zone où le groupe ouvrier n'a pas vu ses effectifs diminuer. Alors que la France métropolitaine concentre plus de 76 % de ses cadres en ville, plus on s'éloigne des « pôles urbains », plus la part des classes populaires augmente : la part des ouvriers et employés parmi les actifs est de 55 % dans l'espace urbain, de 58 % dans le périurbain, et de 61 % dans l'espace à dominante rurale », notent Julian Mischi et Nicolas Renahy (2008 : 14). Ces espaces « périphériques » subissent de profonds changements avec des transitions démographiques fortes qui se traduisent par exemple par des luttes de pouvoir local importantes.

Le territoire français ne peut donc être envisagé à partir d'une simple opposition entre un monde rural prétendument abandonné et menacé de désertification, et des métropoles, présentées comme des solutions inéluctables à la croissance économique. Les analyses récentes du développement économique des territoires semblent infirmer cette représentation et montrent que le modèle territorial qui a réussi durant ces 15 dernières années de crise, sur le plan d'un développement à la fois économique, social et démographique, est celui d'un territoire faiblement métropolisé, peu exposé à la mondialisation et qui, souvent, capte plus de richesses qu'il n'en crée (Davezies, 2012).

Comprendre en sociologue

La compréhension sociologique des rapports entre espaces et sociétés passe donc par l'analyse des rapports de force, positions et oppositions, qui se jouent sur, et à partir des lieux. L'espace est alors compris comme un élément de la construction des groupes sociaux, comme un enjeu de leur cohésion et identité. L'espace apparaît en ce sens comme une ressource autour de laquelle les groupes sociaux se livrent des jeux de concurrence et d'appropriation. C'est dans ces jeux sociaux que se trouve pour le sociologue la première clef de compréhension des évolutions urbaines et territoriales.

À cet égard, l'approche des territoires qu'opère la sociologie ne peut être simplement synchronique, ni se réduire à la restitution des usages. Restituer les dynamiques sociales qui travaillent les lieux c'est nécessairement s'interroger sur les dimensions socio-historiques. Ainsi, par exemple l'analyse de la constitution d'un espace périphérique à la centralité principale du territoire étudié ici ne peut être comprise sans saisir le basculement des usages sociaux de l'espace et des modes de consommation qui s'amorce à la fin des années 60. De même, la définition des groupes sociaux ne peut être posée a priori, les mêmes appartenances sociales selon les catégories de l'INSEE, n'ont pas le même statut ni la même position au niveau local selon leur ancienneté de résidence par exemple. S'agissant d'aborder les logiques sociales à l'œuvre dans ces petits territoires le chercheur ne peut se satisfaire de définitions préalables. Il doit comprendre ce que telle ou telle position sociale, lieu de résidence, signifie par rapport à un « ordre social local » qu'il doit reconstituer. Le travail de Norbert Elias et John I. Scotson sur la petite communauté de Winston Parva est un exemple devenu classique de cette façon de faire. Il montre l'importance de ne pas seulement saisir les usages (ce que font les individus), d'adopter un regard socio-historique, mais aussi est surtout d'être à l'affût des représentations des individus, des mots qu'ils utilisent pour décrire leur environnement, des rumeurs, des commérages. Bref, considérer que ce que disent les agents n'est pas le réel directement mais le symptôme de l'expérience d'une réalité que le sociologue doit reconstituer. Ainsi, par exemple, lorsque les résidents les plus anciens de la localité ici analysée distinguent parmi les travailleurs de la vigne issus de l'immigration ceux qui sont « travailleurs » et les autres, il s'agit de saisir ce que signifie cette distinction par rapport à un ordre social local historiquement construit. L'observation montre que ces oppositions s'enracinent aussi dans des différences de trajectoires et de propriétés sociales et que dans ces jeux et rapports de force que se produisent les options et décisions d'aménagement et actions sur le territoire.

Le choix monographique est toutefois pour le sociologue un choix singulier. Le piège tendu par ce type d'approche réside en premier lieu dans

l'illusion de l'autonomie, dans la tentation de voir dans la collectivité étudiée un isolat du monde social. Or, comme l'a montré Patrick Champagne (1975), il n'est pas en sciences sociales d'objet spatialement délimité, à l'exception notable peut-être des « institutions totales » que sont les asiles, prisons ou casernes. Le village n'est pas un microcosme clos, ses membres se déplacent, il entretient des relations avec les localités voisines... Autrement dit, le sociologue ne peut délimiter son objet a priori à partir de supposées limites communales ou même intercommunales, pas plus qu'il ne peut d'ailleurs préjuger des contours ou de l'homogénéité d'un groupe social (la classe sur le papier, le groupe juridique ou statistique, ne sont pas le « groupe réel »).

Mon principe donc a été de ne pas délimiter l'objet au départ, et donc d'éviter tout essentialisme pour, dès lors, considérer que ce sont les individus et les relations qu'ils entretiennent, de collaboration et/ou de concurrence, qui dessinent un espace, qui finalement est plus un espace social qu'un espace physique. Ainsi, par exemple, c'est la compréhension de la division socio-spatiale du territoire étudié, au-delà des limites communales, qui conduit à montrer comment deux groupes aux caractéristiques distinctes s'opposent à propos de l'avenir du territoire.

Ces considérations m'ont conduit par ailleurs à discuter, sur la base d'une approche locale, les catégories actuellement en usage par la géographie. Le fait de « descendre » à l'échelle de la localité amène à observer que les classements à partir des termes « périurbain », « rural », et plus encore le très discuté « France périphérique », ne permettent pas d'approcher et de restituer l'expérience réelle de ces lieux. Plus encore, ils nourrissent des représentations et analyses spontanées qui ont pour origine une incapacité quasi-épistémologique à saisir la part d'autonomie et de spécificité de ces territoires finalement toujours regardés à partir d'un référentiel urbain, si ce n'est de ce que nous pourrions appeler une forme « d'urbanocentrisme ».

Enfin, s'agissant de la méthode, j'ai combiné plusieurs approches. D'abord, bien sûr la compréhension des dynamiques socio-démographiques et économiques à partir des données existantes d'une part, le recueil et l'analyse de la presse locale et des documents collectés sur le terrain, que j'ai combinés à une enquête de type ethnographique (Beaud & Weber, 2003). L'entrée sur le terrain dans le cas de ces petites localités engage souvent à être présenté par quelqu'un. C'est ce que j'ai fait, avec deux personnes habitant sur place, puis ensuite j'ai tenté de reconstituer les réseaux et groupes d'interconnaissance locaux. À côté de cela, des entretiens et rencontres plus « institutionnelles » avec des élus, commerçants, responsables associatifs ont pu aussi être menés. La difficulté principale de ce type de démarche consiste à ne pas se laisser enfermer dans la proximité à un groupe qui serait génératrice de méfiance par rapport à un autre. Cela d'autant que l'information de la présence d'un

sociologue dans une petite localité de moins de 2 500 habitants circule vite. Ce qui peut cependant se révéler être un atout car certains habitants tiennent absolument à livrer leurs points de vue... En sus de ces méthodes j'ai également privilégié l'observation du territoire, en faisant même des balades-entretiens avec quelques habitants.

Le parti-pris de restitution de cette enquête, et donc de rédaction, a été celui de la description. Il ne s'agit pas d'expliquer *pourquoi* le territoire est ainsi mais de comprendre *comment* il fonctionne, quelles sont les dynamiques sociales qui le traversent et le travaillent.

Il se dégage au final de cette démarche trois dimensions : d'abord un retour nécessaire sur des éléments forts de stratégie d'enquête et de choix de méthodes pour observer ce type de territoire, ensuite un retour critique sur les notions et concepts en circulation à propos et sur ces périphéries, enfin une interrogation sur ce que j'ai nommé des « trajectoires territoriales », c'est-à-dire la façon dont sur des lieux s'imposent ou non des choix de développement, des projets, contraints à la fois par l'histoire, la morphologie spatiale, mais aussi les représentations. Lesquelles représentations sont, parfois largement nourries par des conceptions dominantes des systèmes territoriaux aujourd'hui largement diffusées et passées au « sens commun ».

Les contraintes qui pèsent sur ces territoires et sur les options quant à leur développement ne sont pas seulement subies, externes, mais aussi internes, liées à leur histoire et aux jeux et enjeux sociaux locaux qui les animent. C'est en effet bien l'observation locale qui permet de saisir que les lieux que j'ai ethnographiés ne sont pas seulement pris dans des logiques globales qui les dépassent mais que ces dynamiques sont aussi retraduites et contraintes dans les jeux sociaux locaux.

L'un des premiers enseignements de cette stratégie de recherche conduit à pointer la difficulté à construire de façon générale une catégorisation de ces territoires. Les catégories géographiques dominantes privilégient une compréhension en termes de « systèmes territoriaux ». Ainsi, par exemple, les « aires urbaines » propose un regard sur les communes construit depuis l'appartenance à des « grands pôles » porteurs de développement en passant par des communes de couronne, puis s'éloignant jusqu'à des communes « isolées, hors influence ». Une telle analyse cartographique, et la nomenclature qu'elle propose, portent donc en elle la définition d'un « système territorial » et son fonctionnement. Définition d'un système qui, par ailleurs, suppose un choix d'échelle d'observation et de raisonnement. Il semble que deux raisons principales expliquent cette focalisation sur des visions macro-territoriales et/ou à grande échelle.

La première, est liée aux mécanismes de la production du savoir dans la recherche urbaine contemporaine. Il faudrait ici une enquête supplémentaire sur les mécanismes de financement et les réseaux de la production intellectuelle contemporaine sur la ville pour saisir le déséquilibre de production entre les territoires. En effet, le déséquilibre certain de connaissance du périphérique au profit des métropoles n'est sans doute pas sans rapport avec la concentration des moyens de financement et des compétences intellectuelles dans les territoires métropolitains. Si l'on conjugue cela à une tendance de fond à l'encouragement d'une recherche financée et en partenariat avec les territoires¹, il est certain que la connaissance des territoires éloignées ne peut compter sur la mobilisation des moyens de la recherche. C'est en ce sens qu'à propos des petites et moyennes villes ou des territoires périphériques, il est légitime de parler d'un « angle mort » de la recherche urbaine.

La seconde, est liée à la volonté de lire spatialement les grandes transformations sociales de l'époque. L'état de la production des connaissances montre en effet une production dominée par une pensée géographique en termes de « territoire » qui voudrait traduire en cartes les dynamiques globales de la société française. Ainsi, la fameuse thèse de la « ville à trois vitesses » (Donzelot, 2004, 2009), qui propose une lecture de la société française transcrite en mouvements dans l'espace (« gentrification », « relégation » et « périurbanisation »), est sans doute une des racines communes de ces travaux qui cherchent à spatialiser des dynamiques sociales à l'échelle du territoire national, comme le font par exemple Jacques Levy et Michel Lussault (2014) ou Christophe Guilluy (2014). Les deux premiers expliquent ainsi d'une part, qu'il est possible de mesurer l'urbanité et qu'elle est un outil de classement des territoires, d'autre part, que :

« (...) les zones périurbaines sont-elles-mêmes hiérarchisées géographiquement en couronnes concentriques : les plus riches se localisent préférentiellement au plus près des limites des agglomérations : c'est l'anneau des seigneurs – tandis que les moins aisés s'écartent davantage. Enfin, la situation de l'hypo-urbain (les zones à faibles densités des périphéries externes aux aires urbaines) et de l'infra-urbain (les zones les plus éloignées des villes) est significativement différente. Dans ces deux cas, on rencontre des personnes à faibles ou très faibles revenus ne pratiquant qu'épisodiquement

1 On peut citer pour exemple de ces rapprochements encouragés qui consistent à développer une recherche par projet en liens avec les acteurs professionnels des territoires les fameux programmes POPSU (plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) développés entre 2003 et 2015. Il s'agit pour ce de « mettre en dialogue l'expertise des acteurs locaux et les savoirs des milieux de la recherche pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions de l'espace urbanisé. Trois programmes ont été lancés : deux programmes de recherche, co-construits avec de grandes agglomérations françaises (POPSU 1 et POPSU 2), et un programme d'échanges sur des projets d'aménagement développés dans des villes françaises et européennes (POPSU Europe) » (cf. <http://www.popsu.archi.fr/>). Ce programme a été en particulier développé avec et pour les grands projets urbains et territoires des grandes métropoles françaises et maintenant européennes.

les villes et qui profitent du coût modéré du foncier pour faire des économies sur leur budget logement. S'agissant de l'infra-urbain, s'ajoute une moindre accessibilité aux biens publics tels que la santé, l'éducation ou la culture. Faut-il dès lors considérer la périphérisation, et en particulier la périurbanisation, comme l'expression typique de l'individualisme, comme cela a parfois été avancé ? » (Guilluy, 2014 : 3).

Autrement dit, les uns mesurent des écarts et divisions sociales à grande échelle avec des cartes de « gradients d'urbanité » et voudraient proposer des « géotypes », les autres opposent une « France des métropoles » à une « France périphérique » Au fond, en cherchant à classer les territoires à grande échelle, ils sont conduits à faire des espaces les plus denses et les plus dotés les espaces les plus légitimes (Ripoll & Rivière, 2007). Par conséquent, les espaces périphériques deviennent des espaces par soustraction des richesses des espaces denses et centraux des métropoles.

La recherche urbaine est là face au même dilemme que le sociologue face aux classes populaires oscillant entre misérabilisme et populisme ou légitimisme et relativisme (Grignon & Passeron, 1989). La question celle de l'échelle de l'observation : à regarder « d'en haut », la part d'autonomie et les spécificités des territoires dominés ne sont pas visibles et à regarder de « trop près », le risque est d'exagérer l'autonomie et la spécificité et de voir dans ces territoires une nécessité faite vertu, quitte à ne pas voir leur situation de domination et à exagérer, voire esthétiser, leur autonomie. Une attitude est possible pour éviter ces écueils. Elle consiste à regarder ces territoires de près, sans catégories de classement a priori, à commencer par les décrire, et à chercher à saisir et les zones d'autonomie des territoires et ce que leur situation doit à leur position dominée. Il s'agit donc bien de chercher à saisir ces lieux comme à la fois singuliers et dépendants d'un système territorial, entre autonomie et dépendance.

En effet, le plus souvent, tout se passe comme si les territoires éloignés des centres étaient saisis comme des reliquats de la modernisation et de l'urbanisation généralisée, ou des lieux passés qui appellent des regards nostalgiques, ou comme des territoires en déclin, oubliés, en crise mobilisant alors la sociologie électorale et politique (Mischi & Renahy, 2008 ; Laferté, 2004)². Bref, les approches oscillent entre une version « misérabiliste » d'une « France périphérique », territoire appauvri des oubliés ou une version « nostalgique », celle de la « fin du village », lieux des liens communautaires perdus et gagnés par l'individualisme contemporain. Les ethnographies proposées par Pascal Dibie (2006) ou Jacques Le Goff (2012) n'échappent

² On doit à ces auteurs, entre autres, d'avoir pointé la nécessité d'un renouveau de l'étude des espaces dits ruraux qui ne sont ni irréductiblement différents de l'urbain, dilués dans l'urbain généralisé, mais qui accueille aujourd'hui une majorité d'ouvriers et employés et dont la sociologie électorale est un enjeu.

pas à cette vision du « village perdu ». Le premier explique par exemple dès l'introduction de son enquête : « Nous sommes monté dans le train à grande vitesse de la modernité sans trop nous en apercevoir et, lorsque nous regardons par la fenêtre, le paysage défile si vite que nous n'arrivons plus ni à le lire ni à le retenir (...), mais plus qu'une disparition, c'est un télescopage qui s'est produit, c'est une échelle du monde qui a bougé. L'espace, notre espace villageois ne correspond plus avec le temps pour lequel il avait été bâti ». Jacques Le Goff (2012) décrit clairement le choc entre un individualisme urbain et des usages anciens plus communautaires. Mieux encore, son terrain d'analyse, est une mise en scène, un simulacre, qui dissimule la « fin d'un monde³ ». « Le tassement des maisons et la grande proximité des habitants ont contribué autrefois à créer un fort sentiment d'appartenance collective ; aujourd'hui, la méconnaissance des uns et des autres s'est développée (...) Cadenet m'est apparu comme un village bariolé mêlant vestiges du passé et marques du présent, et où des catégories sociales coexistent dans *un même espace culturellement décomposé*⁴ » explique-t-il (Le Goff, 2012 : 538). Ces visions opposées ne traversent pas seulement la production intellectuelle. Elles sont présentes dans les entretiens : chacun et chacune raconte encore, ses histoires de gemmage et de solidarité entre habitants, Sainte-Foy, territoire que j'ai analysé, vit douloureusement la fin de sa notoriété et notabilité commerçante et attribue sa chute au repli périphérique.

La difficulté essentielle de l'approche par monographie sur le type de territoire est donc bien de se défaire des pièges tendus par ces représentations largement diffusées pour, à l'inverse, les interroger.

Pour une micro-analyse territoriale

En ce sens, l'un des premiers enseignements de ce travail consiste à pointer la nécessité des « jeux d'échelle » qui permettent de dépasser les lectures globales, au risque d'un glissement urbanocentré. Les nombreux travaux ethnographiques sur, par exemple, les dynamiques de gentrification montrent, contre une lecture globale voire marxienne, qui voudrait voir dans la gentrification les effets d'un déploiement du capital, comment il s'agit également de jeux sociaux qui se jouent à une autre échelle, celle de la distinction, et engagent des choix individuels (Collet, 2015). De même les travaux sur les banlieues pavillonnaires (Cartier et al., 2008), réalisés à l'échelle du quartier d'une petite commune, ont montré que l'usage de la notion de classe moyenne est insuffisant pour rendre compte des dynamiques

3 Titre d'un long chapitre (Le Goff, 2012 : 159-260), qui dépeint la chute à partir de la fin des années 1960 avec l'arrivée de l'automobile, de la télévision..., lequel est suivi d'un chapitre au titre sans équivoque : « le nouveau monde » (Le Goff, 2012 : 261-382).

4 C'est moi qui souligne.

qui travaillent un petit territoire périurbain et qu'il faut considérer également la question générationnelle et celle de l'ancienneté d'installation. Ce faisant, les auteurs montrent qu'il n'y a pas d'opposition a priori entre « quartier de promotion » et « quartier de relégation », que la catégorisation spatiale est insuffisante sans la compréhension des trajectoires sociales de ceux qui l'investissent. Les travaux (Charmes, Launay & Vermeersch, 2013) comparant un quartier en gentrification du 9^{ème} arrondissement de Paris et la commune périurbaine aisée de Chateaufort montrent de façon claire que le périurbain n'est pas une version dégradée de l'urbain accueillant des trajectoires de repli et surtout, qu'il n'y a pas *un* périurbain, mais *des* périurbains.

Les travaux permettant d'attester de l'intérêt de l'approche monographique, à l'échelle d'un cas, ne manquent donc pas. On peut encore citer, pour finir, les travaux d'Anne Lambert (2015) qui, par une approche ethnographique des lotissements, en montre toute la complexité et l'hétérogénéité. L'auteur en conclue d'ailleurs que son enquête « invite à multiplier les approches comparatives de monographies » et explique :

« (...) en sociologie urbaine plus que dans d'autres champs de recherche, les évolutions à l'œuvre au niveau national s'incarnent et se déclinent différemment selon les contextes locaux, l'histoire des communes, de leurs élus, de leur bassin d'emploi (...) surtout, elles contribuent à nuancer l'image des pavillonnaires conservateurs et permettent de saisir les évolutions sociales là où elles sont à la fois les plus tenaces et les plus imperceptibles : sur la scène du quotidien » (Lambert, 2015 : 277-278).

Reste, une fois de plus, que les travaux qui « descendent » à cette échelle d'observation sont bien plus nombreux dès lors qu'il s'agit d'approcher des objets tels que la gentrification des quartiers des centres-villes ou la question périurbaine.

Mais revenons à la question de l'échelle. Traditionnellement, l'approche par monographie se donne pour objectif la vérification locale d'hypothèses et de résultats généraux. On l'a dit, ce n'est l'angle choisi. Comme l'a théorisé la « micro-analyse historique », j'ai considéré que l'approche localisée par discipline permettait de montrer les variations du local qui le plus souvent sont écrasées par la volonté de saisir dans les cas la juste illustration de phénomènes observés au niveau global. A l'inverse, les monographies proposées montrent, à territoires équivalents, une expression diverse de ce même phénomène qu'est l'éloignement périphérique des métropoles. Comme l'exprime Jacques Revel dans l'introduction à « Jeux d'échelles » :

« (...) chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus –et donc s'inscrit dans des contextes– de dimensions et de niveaux variables, du plan local au plus global (...). Ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation

particulière de l'histoire globale. Particulière et originale car ce que le point de vue micro-historique offre à l'observation, ce n'est pas une version atténuée, ou partielle, ou mutilée de réalités macro-sociales : c'en est une version différente. » (Borzeix, 2007)

Autrement dit, la connaissance de l'expérience et du fonctionnement d'un territoire peut être mieux saisie et reconstituée par une compréhension de son histoire locale, par la compréhension des tensions, négociations et compétitions qui le travaillent. Au fond, il en est de même des territoires que de l'expérience des individus : elle ne peut être réduite à des propriétés sociales, à une position dans un système, pour être complète il faut aussi comprendre l'itinéraire des individus. Autrement dit, il s'agit de croiser le structurel (les contraintes d'un système) et le biographique (les choix à l'échelle de l'itinéraire de l'individu). Il en est de même des lieux. Ils sont certes contraints par un système territorial (rapport au centre de décision, éloignement géographique, desserte plus ou moins développée...), mais ils possèdent également une trajectoire et une situation singulière qui se jouent au niveau micro. Ainsi, par exemple, la catégorisation d'un cas comme commune rurale déclassée, comme rebus périphérique de l'espace métropolitain, n'apporte qu'une compréhension partielle et ne permet pas de voir, par exemple, que cette situation est vécue et perçue par des groupes sociaux différents et fait même l'objet de tensions locales à propos des modèles de territoire, lesquels sont sans doute aussi déterminants dans les choix de développement présents et futurs.

Références bibliographiques

- Beaud, Stéphane & Weber, Florence (2003). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte.
- Borzeix, Anni (2007). « Jeux d'échelles », *Le Libellio d'Aegis*, vol. 3, n°2, pp.25-28. Disponible à : <http://lelibellio.com/jeux-dechelle/> (accédé : 01/09/2022).
- Cartier, Marie ; Coutant, Isabelle ; Masclet, Olivier & Siblot, Yasmine (2008). *La France des « petits moyens »*. *Enquête sur la banlieue pavillonnaire*. Paris : La Découverte.
- Champagne, Patrick (1975). « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°3, pp. 43-67.
- Charmes, Éric ; Launay, Lydie & Vermeersch, Stéphanie (2013). « Le périurbain, France du repli ? », *La Vie des idées*. Disponible à : <http://>

www.laviedesidees.fr/Le-periurbain-France-du-repli.html (accédé : 01/09/2022).

Collet, Anaïs (2015). *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*. Paris : La Découverte.

Davezies, Laurent (2012). *La crise qui vient. Les nouvelles fractures territoriales*. Paris : Seuil.

Dibie, Pascal (2006). *Le village métamorphosé, révolution dans la France profonde*. Paris : Plon.

Dibie, Pascal (2008). *Le village retrouvé, essai d'ethnologie de l'intérieur*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube.

Donzelot, Jacques (2004). « La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation », *Esprit*, n°3-4.

Donzelot, Jacques (2009). *La ville à trois vitesses*. Paris : Éditions de la Villette.

Grignon, Claude & Passeron, Jean-Claude (1989). *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris : Seuil.

Guilluy, Christophe (2013). *La France périphérique*. Paris : Flammarion.

Guilluy, Christophe (2014). *Fractures françaises*. Paris : Flammarion.

Laferté, Gilles (2014). « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, vol.5, n°4, pp. 423-439. Disponible à : <https://www.cairn.info/revue-sociologie-2014-4-page-423.htm> (accédé : 01/09/2022).

Lambert, Anne (2015). « *Tous propriétaires !* ». *L'envers du décor pavillonnaire*. Paris : Seuil.

Le Goff, Jacques (2012). *La fin du village, une histoire française*. Paris : Gallimard.

Lévy, Jacques & Lussault, Michel (2014). « Périphérisation de l'urbain », *EspacesTemps.net*. Disponible à : <http://www.espacestems.net/articles/peripherisation-de-lurbain/> (accédé : 01/09/2022).

Magri, Susanna (2009). « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'année sociologique*, vol. 58, n°1, pp. 171-202. Disponible à : <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2008-1-page-171.htm> (accédé : 01/09/2022).

Mischi, Julian & Renahy, Nicolas (2008). « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, n°83, pp. 9-21.

Mischi, Julian (2013). « Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation », *Métropolitiques*. Disponible à : www.metropolitiques.eu/Les-territoires-ruraux-des-espaces.html (accédé : 01/09/2022).

Mischi, Julian et al. (2013). « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises », *Agone*, n°51.

Puymbroeck, Cyrille & Reynard, Robert (2010). « Répartition géographique des emplois. Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision », *Insee Première*, n°1278. Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281263> (accédé : 01/09/2022).

Renahy, Nicolas (2010). *Les gars du coin, enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte.

Ripoll, Fabrice & Rivière, Jean (2007). « La ville dense comme seul espace légitime », *Annales de la recherche urbaine*, n°102, pp. 121-130. Disponible à : <http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/la-ville-dense-comme-seul-espace-legitime-analyse-a540.html> (accédé : 01/09/2022).

Todd, Emmanuel & Lebras, Hervé (2013). *Le mystère français*. Paris : Seuil.